

Art. 15. Dit samenwerkingsakkoord kan bij beslissing van de Regering van de contracterende partijen verlengd worden met periodes van drie volle jaren.

Art. 16. De herziening van dit samenwerkingsakkoord kan altijd door elk van de contracterende partijen gevraagd worden.

Art. 17. De geschillen tussen de contracterende partijen i.v.m. de interpretatie of de uitvoering van dit akkoord worden beslecht door de rechtbank bedoeld in artikel 92bis, §§ 5 en 6, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd.

Brussel, op 29 oktober 2008, in twee originele exemplaren.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President,  
B. CEREXHE

De Minister belast met Begroting, Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer,  
Mevr. Fr. DUPUIS

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1313

[2009/201591]

**19 MARS 2009. — Décret modifiant, en ce qui concerne le champ d'application, le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination entre les femmes et les hommes, en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination entre les femmes et les hommes en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle, les mots " , en ce compris la discrimination entre les femmes et les hommes, en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle " sont abrogés.

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du même décret, les mots " à l'article 127, § 1<sup>er</sup> " sont remplacés par les mots " aux articles 127, § 1<sup>er</sup> et 128, § 1<sup>er</sup> ".

**Art. 3.** Dans l'article 3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

"1<sup>o</sup> la discrimination directe ou indirecte fondée sur la nationalité, une prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique;"

b) l'article est complété par un 3<sup>o</sup> rédigé comme suit :

"3<sup>o</sup> la discrimination directe ou indirecte fondée sur l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique, l'origine sociale."

**Art. 4.** L'article 5 du même décret est remplacé par ce qui suit :

"Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Dans le respect des compétences exercées par la Région, le présent décret s'applique à toutes les personnes, tant pour le secteur public que pour le secteur privé, y compris les organismes publics en ce qui concerne :

1<sup>o</sup> la protection sociale, y compris les soins de santé;

2<sup>o</sup> les avantages sociaux;

3<sup>o</sup> l'orientation professionnelle;

4<sup>o</sup> l'insertion socioprofessionnelle;

5<sup>o</sup> le placement des travailleurs;

6<sup>o</sup> l'octroi d'aides à la promotion de l'emploi;

7<sup>o</sup> l'octroi d'aides et de primes à l'emploi, ainsi que d'incitants financiers aux entreprises, dans le cadre de la politique économique, en ce compris l'économie sociale;

8<sup>o</sup> la formation professionnelle, y compris la validation des compétences;

9<sup>o</sup> la fourniture des biens et services qui sont à la disposition du public indépendamment de la personne concernée et qui sont offerts en dehors de la sphère de la vie privée et familiale, ainsi qu'aux transactions qui se déroulent dans ce cadre, y compris en matière de logement;

10<sup>o</sup> l'accès, la participation et tout autre exercice d'une activité économique, sociale, culturelle ou politique accessible au public.

§ 2. Le présent décret s'applique aux relations statutaires de travail qui se nouent au sein :

1<sup>o</sup> des services du Gouvernement wallon;

2<sup>o</sup> des personnes morales de droit public qui dépendent de la Région;

3<sup>o</sup> des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes, des associations de provinces, des associations de communes, des régies provinciales autonomes et des régies communales autonomes;

4<sup>o</sup> des Centres publics d'Action sociale et des associations créées par les Centres publics d'Action sociale."

**Art. 5.** L'article 7 du même décret est remplacé par ce qui suit :

"Art 7. § 1<sup>er</sup>. Toute distinction directe fondée sur l'un des critères protégés visé à l'article 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, à l'exception de la nationalité, constitue une discrimination.

§ 2. Toute distinction directe fondée sur la nationalité ou sur l'un des critères protégés visé à l'article 3, 3°, constitue une discrimination directe, à moins que cette distinction directe ne soit objectivement justifiée par un but légitime et que les moyens de réaliser ce but soient appropriés et nécessaires.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne permet cependant en aucun cas de justifier une distinction directe fondée sur la nationalité qui serait interdite par le droit de l'Union européenne."

**Art. 6.** Dans l'article 8 du même décret, les mots "et dans les domaines visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3° à 8°," sont insérés entre les mots "Par dérogation à l'article 7" et les mots "une distinction directe fondée".

**Art. 7.** Dans le même décret, est inséré l'article 8/1 rédigé comme suit :

"Art 8/1. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 7 et dans les domaines visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 9°, une distinction directe fondée sur le sexe peut être faite si la fourniture de biens et services exclusivement ou essentiellement destinée aux membres d'un sexe est objectivement justifiée par un but légitime et que les moyens de réaliser ce but sont appropriés et nécessaires.

§ 2. Le Gouvernement peut établir une liste exemplative de biens et services pouvant être considérés comme destinés exclusivement ou essentiellement aux membres d'un sexe."

**Art. 8.** Dans le même décret, est inséré l'article 11/1 rédigé comme suit :

"Art. 11/1. Dans le cas des activités professionnelles des organisations publiques et privées, dont le fondement repose sur la conviction religieuse ou philosophique, une différence de traitement directement fondée sur la conviction religieuse ou philosophique ne constitue pas une discrimination lorsque, en raison de la nature des activités ou du contexte dans lequel celles-ci sont exercées, la conviction religieuse ou philosophique constitue une exigence professionnelle essentielle, légitime et justifiée au regard du fondement de l'organisation.

Sur la base de cette disposition, aucune autre différence de traitement directement fondée sur un autre critère protégé ne peut être justifiée, à moins qu'elle ne le soit en application d'une autre disposition du présent chapitre.

Pourvu que ces dispositions soient par ailleurs respectées, le présent décret ne porte pas préjudice au droit des organisations publiques ou privées dont le fondement repose sur la conviction religieuse ou philosophique de requérir des personnes travaillant pour elles une attitude de bonne foi et de loyauté envers l'éthique de l'organisation."

**Art. 9.** Dans l'article 18, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots "survenue dans un autre domaine que celui des relations de travail" sont insérés entre les mots "du présent décret" et les mots ", celui ou celle".

**Art. 10.** Dans le même décret, il est inséré un article 18/1 rédigé comme suit :

" Art. 18/1. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une plainte est introduite par ou au bénéfice d'une personne en raison d'une violation du présent décret survenue dans le domaine des relations de travail, l'employeur ne peut adopter une mesure préjudiciable à l'encontre de cette personne, sauf pour des motifs qui sont étrangers à cette plainte.

§ 2. Au sens du présent article, une mesure préjudiciable s'entend notamment de la rupture de la relation de travail, de la modification unilatérale des conditions de travail ou de la mesure préjudiciable intervenue après la rupture de la relation de travail.

§ 3. Au sens du présent article, il y a lieu d'entendre par plainte :

1° une plainte motivée introduite par la personne concernée au niveau de l'entreprise ou du service qui l'occupe, conformément aux procédures en vigueur;

2° une plainte motivée introduite au bénéfice de la personne concernée auprès des inspecteurs sociaux de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie à l'encontre de l'entreprise ou du service qui l'occupe;

3° une plainte motivée introduite au bénéfice de la personne concernée par un des organes visés à l'article 31, par le Centre ou par l'Institut;

4° une action en justice introduite par la personne concernée;

5° une action en justice introduite au bénéfice de la personne concernée par un des organes visés à l'article 31, par le Centre ou l'Institut.

A défaut de règles particulières valables auprès de l'organisation ou de l'institution contre laquelle la plainte est dirigée, la plainte motivée visée au présent paragraphe est datée, signée et notifiée par lettre recommandée à la poste, dans laquelle sont exposés les griefs adressés à l'auteur de la discrimination alléguée.

§ 4. Lorsque l'employeur adopte une mesure préjudiciable vis-à-vis de la personne concernée dans un délai de douze mois suivant l'introduction de la plainte, il appartient à celui ou celle contre qui la plainte est dirigée de prouver que la mesure préjudiciable a été adoptée pour des motifs qui sont étrangers à cette plainte.

Lorsqu'une action en justice a été introduite par ou au bénéfice de la personne concernée, le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est prolongé jusqu'à échéance d'un délai de trois mois suivant le jour où la décision intervenue est passée en force de chose jugée.

§ 5. Lorsque l'employeur adopte une mesure préjudiciable à l'encontre de la personne concernée en contravention au § 1<sup>er</sup>, cette personne ou le groupement intéressé auquel elle est affiliée demande sa réintégration dans l'entreprise ou le service ou de lui laisser exercer sa fonction sous les mêmes conditions que précédemment.

La demande est introduite par une lettre recommandée à la poste dans les trente jours qui suivent la date de la notification du préavis, de la rupture sans préavis ou de la modification unilatérale des conditions de travail.

L'employeur doit prendre position sur cette demande dans le délai de trente jours suivant sa notification.

L'employeur qui réintègre la personne dans l'entreprise ou dans son précédent service ou lui laisse exercer sa fonction sous les mêmes conditions que précédemment est tenu de payer la rémunération perdue du fait du licenciement ou de la modification des conditions de travail et de verser les cotisations des employeurs et des travailleurs afférentes à cette rémunération.

Le présent paragraphe ne s'applique pas lorsque la mesure préjudiciable intervient après la cessation de la relation de travail.

§ 6. A défaut de réintégration ou de lui laisser exercer sa fonction sous les mêmes conditions que précédemment, suivant la demande visée au § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, et lorsque la mesure préjudiciable a été jugée contraire aux dispositions du § 1<sup>er</sup>, l'employeur doit payer à la personne concernée une indemnité égale, selon le choix de cette personne, soit à un montant forfaitaire correspondant à la rémunération brute de six mois, soit au préjudice réellement subi par la personne concernée, à charge pour celui-ci de prouver l'étendue de ce préjudice, dans ce dernier cas.

§ 7. L'employeur est tenu de payer la même indemnité, sans que la personne ou le groupement d'intérêts auquel elle est affiliée ne doive introduire la demande visée au § 5 tendant à sa réintégration dans l'entreprise ou le service ou tendant à exercer sa fonction sous les mêmes conditions que précédemment, aux conditions fixées antérieurement :

1° lorsque la juridiction compétente a considéré comme établis les faits de discrimination qui forment l'objet de la plainte;

2° lorsque la personne concernée rompt la relation de travail, parce que le comportement de l'employeur viole les dispositions du § 1<sup>er</sup>, ce qui constitue selon la personne concernée un motif de rompre la relation de travail sans préavis ou pour y mettre un terme avant son expiration;

3° lorsque l'employeur a rompu la relation de travail pour motif grave, et pour autant que la juridiction compétente a estimé cette rupture non fondée et en contradiction avec les dispositions du § 1<sup>er</sup>.

§ 8. Lorsque la mesure préjudiciable intervient après la cessation de la relation de travail et qu'elle est jugée contraire au § 1<sup>er</sup>, l'employeur est tenu de payer l'indemnité visée dans le § 6.

§ 9. La protection visée dans le présent article est également d'application aux personnes qui interviennent comme témoin par le fait que, dans le cadre de l'instruction de la plainte visée au § 3, elles font connaître, à la personne auprès de qui la plainte a été introduite, dans un document daté et signé, les faits qu'elles ont elles-mêmes vus ou entendus et qui sont en relation avec la situation qui fait l'objet de la plainte ou par le fait qu'elles interviennent en tant que témoins en justice.

§ 10. Les dispositions du présent article sont également d'application aux personnes autres que des employeurs qui occupent des personnes dans le cadre de relations de travail, ou qui leur assignent des tâches."

**Art. 11.** Dans l'article 33 du même décret, aux paragraphes 2, 3 et 4, les mots ", en ce compris la discrimination entre les femmes et les hommes, en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle" sont chaque fois abrogés.

**Art. 12.** Dans le même décret, à l'article 34, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots "dans les domaines visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3° à 8°", sont insérés entre les mots "de ses arrêtés d'exécution", et les mots "sont exercés";

2° l'article est complété par un paragraphe 2, rédigé comme suit :

"§ 2. Dans chaque autre domaine que ceux visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3° à 8°, la surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret et, le cas échéant, de ses arrêtés d'exécution sont exercés par les agents désignés par le Gouvernement pour contrôler le respect des dispositions applicables dans le domaine visé, conformément aux dispositions applicables à ces agents."

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 mars 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement wallon*, 923 (2008-2009). N<sup>os</sup> 1 et 2.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 18 mars 2009.

Discussion - Votes.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1313

[2009/201591]

**19 MAART 2009. — Decreet tot wijziging, wat het toepassingsgebied betreft, van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, met inbegrip van de discriminatie tussen vrouwen en mannen inzake economie, tewerkstelling en beroepsopleiding (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In het opschrift van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, met inbegrip van de discriminatie tussen vrouwen en mannen inzake economie, tewerkstelling en beroepsopleiding, worden de woorden "met inbegrip van de discriminatie tussen vrouwen en mannen inzake economie, tewerkstelling en beroepsopleiding" opgeheven.

**Art. 2.** In artikel 1 van hetzelfde decreet worden de woorden "in artikel 127, § 1" vervangen door de woorden "in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1".

**Art. 3.** Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

a) 1° wordt vervangen als volgt :

"1° de directe of indirecte discriminatie op grond van nationaliteit, zogenaamd ras, huidskleur, afkomst, nationale of etnische afstamming;"

b) het artikel wordt aangevuld met een als volgt luidend 3° :

"3° de directe of indirecte discriminatie op grond van leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap of sociale afkomst."

**Art. 4.** Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 5. § 1. Met inachtneming van de bevoegdheden uitgeoefend door het Gewest is dit decreet van toepassing op alle personen, zowel voor de overheid als voor de privé-sector, met inbegrip van de openbare instellingen wat betreft :

1° de sociale bescherming, met inbegrip van de gezondheidszorgen;

2° de sociale voordelen;

3° de beroepsoriëntering;

4° de inschakeling in de maatschappij en het beroepsleven;

5° de arbeidsbemiddeling;

6° het toekennen van steun bij bevordering van de werkgelegenheid;

7° het toekennen van steun en premies voor de werkgelegenheid, evenals van financiële incentives aan ondernemingen, in het kader van het economisch beleid, met inbegrip van de sociale economie;

8° de beroepsopleiding, met inbegrip van de bevestiging van de vaardigheden;

9° het verstrekken van goederen en diensten die ter beschikking van het publiek staan los van de betrokken persoon en die aangeboden worden buiten de private en familiale levenssfeer om, evenals de verrichtingen uitgevoerd in dat verband, met inbegrip van alles wat de huisvesting betreft;

10° de toegang tot, de deelname aan en iedere andere uitoefening van een economische, sociale, culturele of politieke activiteit die voor het publiek toegankelijk is.

§ 2. Dit decreet is van toepassing op de rechtspositionele arbeidsbetrekkingen in :

1° de diensten van de Waalse Regering;

2° de publiekrechtelijke rechtspersoon die van het Gewest afhangen;

3° de provincies, de gemeenten, de agglomeraties en de federaties van gemeenten, de verenigingen van provincies, de verenigingen van gemeenten, de autonome provincie- en gemeentebedrijven;

4° de Openbare Centra voor maatschappelijke hulp en de verenigingen opgericht door de Openbare Centra voor maatschappelijke hulp."

**Art. 5.** Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 7. § 1. Elk direct onderscheid op grond van één van de in artikel 3, 1° en 2°, bedoelde beschermde criteria, behoudens de nationaliteit, vormt een discriminatie.

§ 2. Elk direct onderscheid op grond van de nationaliteit of één van de in artikel 3, 3°, bedoelde beschermde criteria vormt een directe discriminatie, tenzij die directe discriminatie objectief gerechtvaardigd wordt door een legitiem doel en de middelen om dat doel te bereiken passend en noodzakelijk zijn.

Lid 1 laat evenwel geenszins toe een direct onderscheid te verantwoorden op grond van de nationaliteit dat verboden zou worden bij het recht van de Europese Unie."

**Art. 6.** In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de woorden "en op de gebieden bedoeld in artikel 5, § 1, 3° tot en met 8°," ingevoegd tussen de woorden "In afwijking van artikel 7" en het woord "kan".

**Art. 7.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 8/1 ingevoegd luidend als volgt :

"Art. 8/1. § 1. In afwijking van artikel 7 en op de gebieden bedoeld in artikel 5, § 1, 9°, kan er een direct onderscheid op grond van het geslacht worden gemaakt als het verstrekken van goederen en diensten dat zich uitsluitend of hoofdzakelijk richt tot de leden van één geslacht objectief verantwoord wordt door een legitiem doel en de middelen om dat doel te bereiken passend en noodzakelijk zijn.

§ 2. De Regering kan een voorbeeldlijst opstellen van goederen en diensten die beschouwd worden als uitsluitend of hoofdzakelijk gericht tot de leden van één geslacht."

**Art. 8.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 11/1 ingevoegd luidend als volgt :

"Art. 11/1. In het geval van beroepsactiviteiten van de publieke en privé-organisaties wier grondslag berust op geloof of levensbeschouwing vormt een verschil in behandeling die direct berust op geloof of levensbeschouwing geen discriminatie indien geloof of levensbeschouwing wegens de aard van de activiteiten of de context waarin deze worden uitgeoefend, een essentiële, wetmatige en verantwoorde beroepsvereiste vormt ten opzichte van de grondslag van de organisatie.

Op grond van die bepaling kan geen enkel ander verschil in behandeling die direct berust op een ander beschermd criterium verantwoord worden, tenzij dat verschil verantwoord wordt overeenkomstig een andere bepaling van dit hoofdstuk.

Voor zover deze bepalingen voor het overige in acht genomen worden, doet dit decreet geen afbreuk aan het recht van de publieke of privé-organisaties wier grondslag berust op geloof of levensbeschouwing om van de personen die voor hen werken een gedrag van goede trouw en loyaliteit te eisen ten opzichte van de ethiek van de organisatie."

**Art. 9.** In artikel 18, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "ontstaan op een ander gebied dan dat van de arbeidsbetrekkingen" ingevoegd tussen de woorden "van dit decreet" en de woorden "mogen zij".

**Art. 10.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 18/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 18/1. § 1. Indien er een klacht ingediend wordt door of ten voordele van een persoon wegens een schending van dit decreet ontstaan op het gebied van de arbeidsbetrekkingen, mag de werkgever geen nadelige maatregelen treffen ten overstaan van die persoon, behalve om redenen die aan die klacht vreemd zijn.

§ 2. In de zin van dit artikel wordt onder een nadelige maatregel verstaan, het verbreken van de arbeidsbetrekking, de eenzijdige wijziging van de arbeidsvoorwaarden of de nadelige maatregel, ontstaan na het verbreken van de arbeidsbetrekking.

§ 3. In de zin van dit artikel dient te worden verstaan onder klacht :

1° een met redenen omklede klacht die door de betrokken persoon ingediend is binnen de onderneming of de dienst waar hij/zij tewerkgesteld is, overeenkomstig de geldende procedures;

2° een met redenen omklede klacht die ten voordele van de betrokken persoon ingediend is bij de sociale inspecteurs van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst tegen de onderneming of de dienst waar hij/zij tewerkgesteld is;

3° een met redenen omklede klacht ingediend ten voordele van de betrokken persoon door een van de organen bedoeld in artikel 31, het Centrum of het Instituut;

4° een rechtsvordering ingesteld door de betrokken persoon;

5° een rechtsvordering ingesteld ten voordele van de betrokken persoon door een van de organen bedoeld in artikel 31, het Centrum of het Instituut.

Als er geen bijzondere regels voorhanden zijn die gelden bij de organisatie of de instelling tegen welke de klacht gericht is, wordt de met redenen omklede klacht waarvan sprake in deze paragraaf gedagtekend, ondertekend en overgemaakt bij ter post aangetekend schrijven waarin de bezwaren worden uiteengezet tegen de persoon die de aangevoerde discriminatie begaan heeft.

§ 4. Indien de werkgever ten overstaan van de betrokken persoon een nadelige maatregel treft binnen een termijn van twaalf maanden na de indiening van de klacht, dient degene tegen wie de klacht gericht is te bewijzen dat de nadelige maatregel getroffen is om redenen die aan die klacht vreemd zijn.

Indien er een rechtsvordering is ingesteld door of ten voordele van de betrokken persoon, wordt de termijn waarvan sprake in lid 1 verlengd tot aan het verstrijken van de termijn van drie maanden volgend op de dag waarop de tot stand gekomen beslissing in kracht van gewijsde is getreden.

§ 5. Indien de werkgever in strijd met § 1 een nadelige maatregel heeft getroffen ten overstaan van de betrokken persoon, vraagt die persoon of de belangengroep waarbij hij/zij aangesloten is dat hij/zij weer opgenomen wordt in de onderneming of de dienst of dat hij/zij zijn/haar functie verder mag blijven uitoefenen onder dezelfde voorwaarden als voorheen.

Dat verzoek wordt ingediend bij ter post aangetekend schrijven binnen de dertig dagen volgend op de datum waarop de vooropzeg is medegedeeld, waarop de verbreking zonder vooropzeg heeft plaatsgevonden of waarop de werkomstandigheden eenzijdig zijn gewijzigd.

De werkgever dient een standpunt in te nemen in verband met dat verzoek binnen de dertig dagen volgend op de mededeling ervan.

De werkgever die de persoon opnieuw in de onderneming of in zijn vorige dienst opneemt of hem/haar zijn/haar functie onder dezelfde voorwaarden als voorheen laat uitoefenen, moet het wegens ontslag of wijziging van de arbeidsvoorwaarden gederfde loon betalen alsmede de werkgevers- en werknemersbijdragen op dat loon storten.

Deze paragraaf is niet van toepassing indien de nadelige maatregel tot stand komt na het ophouden van de arbeidsbetrekking.

§ 6. Wordt de persoon niet opnieuw opgenomen of wordt hem/haar niet toegelaten zijn/haar functie uit te oefenen onder dezelfde voorwaarden als voorheen volgens het verzoek waarvan sprake in § 5, lid 1, en indien de nadelige maatregel in strijd is geacht met de bepalingen van § 1, dient de werkgever de betrokken persoon een vergoeding te betalen die gelijk is aan, volgens de keuze van die persoon, ofwel een forfaitair bedrag dat overeenstemt met zes maanden brutobezoldiging ofwel met het werkelijk door de betrokken persoon ondervonden nadeel, waarbij laatstgenoemde in het laatste geval de omvang van dat nadeel moet bewijzen.

§ 7. De werkgever dient dezelfde vergoeding te betalen zonder dat die persoon of de belangengroep waarbij hij/zij aangesloten is het verzoek waarvan sprake in § 5 dat hij/zij weer opgenomen wordt in de onderneming of de dienst of dat hij/zij zijn/haar functie verder mag blijven uitoefenen onder dezelfde voorwaarden als voorheen moet indienen, hoeft in te dienen, tegen de vroeger vastgestelde voorwaarden :

1° indien het bevoegde rechtsorgaan de discriminerende feiten die het voorwerp van de klacht uitmaken, bewezen acht;

2° indien de betrokken persoon de arbeidsbetrekking verbreekt omdat het gedrag van de werkgever de bepalingen van § 1 schendt, wat volgens de betrokken persoon een grond vormt om de arbeidsbetrekking zonder vooropzeg te verbreken of die te beëindigen voor het verstrijken ervan;

3° indien de werkgever de arbeidsbetrekking verbroken heeft om ernstige reden, en voorzover het bevoegde rechtsorgaan dit ontslag voor ongegrond houdt en in strijd acht met de bepalingen van § 1.

§ 8. Indien de nadelige maatregel tot stand komt na het ophouden van de arbeidsbetrekking en ze strijdig wordt geacht met § 1, dient de werkgever de vergoeding waarvan sprake in § 6 te betalen.

§ 9. De bescherming bedoeld in dit artikel is eveneens van toepassing op de personen die als getuige optreden doordat ze in het kader van de behandeling van de klacht bedoeld in § 3 aan de persoon bij wie de klacht is ingediend aan de hand van een gedagtekend en ondertekend stuk de feiten kenbaar maken die ze zelf hebben gezien of gehoord en die verband houden met de toestand in verband waarmee de klacht is ingediend of doordat ze als getuige optreden voor de rechtbank.



§ 10. De bepalingen van dit artikel zijn eveneens van toepassing op de andere personen dan de werkgevers die personen tewerkstellen in het kader van arbeidsbetrekkingen of die hun taken opleggen."

**Art. 11.** In artikel 33 van hetzelfde decreet worden, in de paragrafen 2, 3, en 4, de woorden "met inbegrip van de discriminatie tussen vrouwen en mannen inzake economie, tewerkstelling en beroepsopleiding" telkens opgeheven.

**Art. 12.** In hetzelfde decreet worden in artikel 34, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "op de gebieden bedoeld in artikel 5, § 1, 3° tot en met 8°" ingevoegd tussen de woorden "van zijn uitvoeringsbesluiten" en de woorden "worden uitgeoefend";

2° het artikel wordt aangevuld met een als volgt luidende § 2 :

"§ 2. Op elk ander gebied dan dat bedoeld in artikel 5, § 1, 3° tot 8°, worden het toezicht en de controle op de bepalingen van dit decreet en, in voorkomend geval, van zijn uitvoeringsbesluiten, uitgeoefend door de personeelsleden aangewezen door de Regering om de inachtneming van de bepalingen gelegd op het bedoelde gebied te controleren, overeenkomstig de bepalingen geldend voor die personeelsleden."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 maart 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009 :*

*Stukken van het Waals Parlement, 923 (2008-2009). Nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag, openbare zitting van 18 maart 2009.*

Bespreking - Stemmingen

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### MINISTERE

#### DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 1314

[C — 2009/31156]

**19 MARS 2009.** — **Ordonnance modifiant le Code des droits de succession afin de protéger l'héritier de titres boursiers dévalorisés (1)**

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 21 du Code des droits de succession, sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup>, III, est complété par l'alinéa suivant :

« De même, lorsque le décès est intervenu entre le 1<sup>er</sup> mai 2008 et le 31 décembre 2009, les intéressés peuvent également se référer au prix courant publié dans le quatrième ou le cinquième mois qui suit celui du décès, à la condition d'indiquer leur choix dans leur déclaration. Ce choix ne peut porter que sur un seul prix courant; celui-ci est applicable à toutes les valeurs délaissées. »;

b) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est inséré un III/*bis*, rédigé comme suit :

« III/*bis*. Pour les instruments financiers, au sens de l'article 2, 1°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ou les titres de société au sens de l'article 60*bis*, § 4, non déjà visés aux II et III, lorsque le décès est intervenu entre le

### MINISTERIE

#### VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 1314

[C — 2009/31156]

**19 MAART 2009.** — **Ordonnantie tot wijziging van het Wetboek van successierechten om de erfgenaam van in waarde gedaalde beurseffecten te beschermen (1)**

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 21 van het Wetboek van Successierechten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid, III, wordt met het volgende lid aangevuld :

« Wanneer het overlijden heeft plaatsgevonden tussen 1 mei 2008 en 31 december 2009, kunnen de belanghebbenden ook de prijscourant gebruiken die bekendgemaakt is in de vierde of de vijfde maand na het overlijden, op voorwaarde dat ze hun keuze in de aangifte vermelden. Slechts één prijscourant mag worden gekozen; die is toepasselijk op al de nagelaten waarden. »;

b) in het eerste lid, wordt een III/*bis* ingevoegd, luidend :

« III/*bis*. Voor de financiële instrumenten, in de zin van artikel 2, 1°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, of de aandelen in de zin van artikel 60*bis*, § 4, die niet bedoeld worden in II en III, wanneer het